



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Des-pistes-pour-evoluer>

Réflexion

Des pistes pour évoluer

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2017 - N° 1185 - avril 2017 -

Date de mise en ligne : samedi 12 août 2017

Date de parution : avril 2017

Description :

Marie-Louise Duboin, n'attendant pas des politiciens qu'ils conduisent l'évolution, cherche dans la société civile des pistes d'espoir, et revient ainsi vers les réflexions du philosophe Bernard Stiegler.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La campagne électorale actuelle apporte une nouvelle preuve qu'il ne faut pas attendre des politiciens qu'ils conduisent l'évolution : la seule proposition vraiment ouverte vers l'avenir, celle du revenu garanti présentée par B. Hamon, a en effet été rejetée par tous, souvent avec mépris, et même par ceux de son parti... qui se dit pourtant "progressiste" ! La politique est devenue une affaire de professionnels, motivés uniquement par leur carrière ; leurs "programmes" ne sont donc que des discours cherchant à séduire et prolonger la situation puisqu'elle leur convient.

Pour qu'un vrai changement soit possible, c'est à "la société civile" de savoir et faire savoir, malgré les médias, quel avenir elle souhaite.

Nous évoquons souvent ici la foule des associations et des mouvements qui se multiplient partout pour réfléchir, le plus souvent pour contester, mais aussi pour proposer et pour expérimenter d'autres façons de vivre ensemble.

Cette multiplication permet de ne pas être trop pessimiste.

Parmi tous ces gens qui réfléchissent avec lucidité à l'avenir qui se prépare, j'ai évoqué dans ces colonnes, en mai dernier (GR 1175), le directeur de l'Institut de Recherche et d'Innovation (IRI), Bernard Stiegler. Auteur de *Dans la disruption, comment ne pas devenir fou ?*, ce philosophe désigne par disruption le bouleversement du monde qui, en quelques décennies, a vu se vider de leur sens tous les systèmes sociaux (familles, éducation, droit, savoir, langage, etc.) sous l'effet de l'irruption des nouvelles technologies. Ce que Jacques Duboin décrivait comme un changement de civilisation, une mutation de l'humanité...

Répondant aux questions de l'essayiste Ariel Kyrrou dans un autre livre, dont le titre est très clair : *L'emploi est mort, vive le travail !*, Bernard Stiegler annonce que la vague d'automatisation qui va déferler dans les dix prochaines années va détruire l'emploi. Pour lui, et il le dit sans ambiguïté, plutôt que de s'opposer à l'inexorable destruction du salariat, l'urgence est de combattre « l'automatisation des esprits ». Je le cite : « Pourquoi faudrait-il créer à tout prix des emplois ineptes pour lutter contre le chômage ?... À la trappe l'obsession de l'emploi ! ». Tant mieux si les emplois abêtissants sont occupés par des machines, pourvu que des êtres "vraiment humains" les supervisent ! Il importe de remplacer « ce faux-nez de l'incurie qui nous ronge » par « le travail au sens des artisans et des artistes,

qu'ils soient du numérique ou d'ailleurs » et passer à une « logique d'épanouissement par le travail ».

À propos de ceux qui veulent encore douter en répétant que l'avenir n'est pas écrit, et en affirmant, suivant en cela la méthode Coué, que le numérique peut être un nouveau gisement d'emplois, Stiegler est encore moins tendre que l'était Pierre Buguet en 1977, car il écrit : « Il est mal vu de dire que la redistribution... de pouvoir d'achat sous forme de salaires, malmenée depuis 1970, est en passe de disparaître avec l'automatisation. Il y a une véritable conjuration des imbéciles pour le dissimuler, de l'extrême droite à l'extrême gauche, en passant évidemment et avant tout par les syndicats qui considèrent - et on les comprend - qu'ils sont là pour défendre l'emploi... La question est bien d'inventer un nouveau modèle au sein duquel le travail renaisse de ses cendres ». Car il a compris, et il l'affirme, que « la négociation sociale de portée historique qu'il va falloir mener » devra être capable d'aboutir à « une nouvelle forme d'économie, une nouvelle société ».

Comment ne pas être d'accord ? Surtout quand il commente « être bon ne signifie pas être compétitif », qu'il ajoute que la déprolétarianisation nécessaire « suppose une réinvention intégrale de l'éducation » et qu'il faut « repenser tous les savoirs ».

Donc, oui, « il faut produire une nouvelle organisation économique fondée sur une nouvelle forme de valeur ». Mais quelle organisation et sur quelle valeur, on ne sait pas. Stiegler évoque bien un modèle émergent, le modèle contributif, qui dans certain contexte demeure « massivement toxique ». Il imagine une « valeur pratique...irréductible à sa valeur d'échange », mais dont la définition reste floue. Par contre il dit clairement que « le revenu minimum d'existence ne suffit pas », sans évoquer son financement et il parle d'« un revenu contributif » supplémentaire qui rémunérerait l'activité cognitive "collaborative", mais on ne voit vraiment pas sur quel critère une telle activité pourrait être évaluée. Peut-être faut-il comprendre que, faute d'aborder le rôle de la monnaie, Stiegler et son association Ars Industrialis continuent à raisonner dans le système capitaliste, mais ce serait en totale contradiction avec tout ce qui précède !

Une autre piste a été tracée par Elinor Ostrom dès 1990, c'est celle des "communs" dont l'étude, menée par une équipe dirigée par Benjamin Coriat et soutenue par l'Agence Nationale de la Recherche, est publiée sous le titre *Le retour des communs, la crise de l'idéologie propriétaire* (éd. LLL). Cette piste, qui semble encore plus fine et plus novatrice, est donc à suivre.